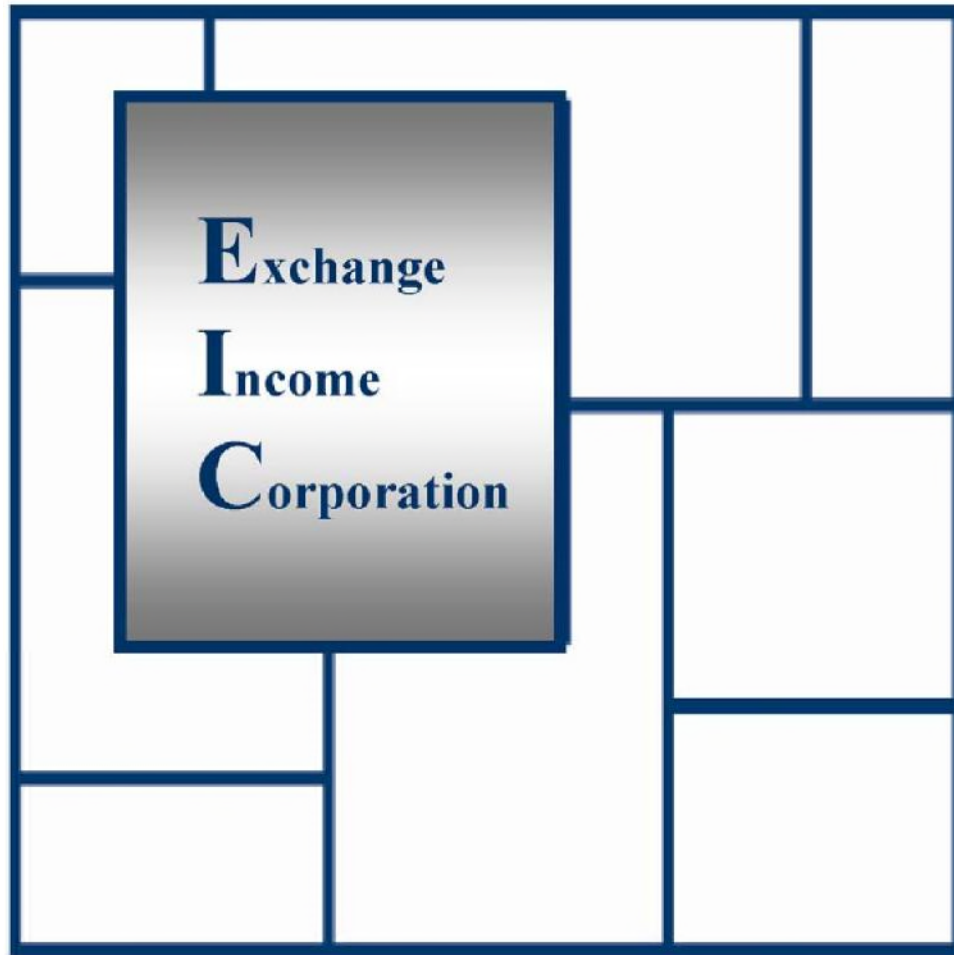




Rapport de gestion du deuxième trimestre

**Pour le trimestre et le semestre
clos le 30 juin 2019**

Le 7 août 2019

TABLE DES MATIÈRES

1. FAITS SAILLANTS FINANCIERS ET ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS	4
2. RÉSULTATS D'EXPLOITATION	7
3. ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	16
4. DIVIDENDES ET RATIO DE DISTRIBUTION.....	19
5. PERSPECTIVES	21
6. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	23
7. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	25
8. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRUCIAUX	26
9. MÉTHODES COMPTABLES	26
10. CONTRÔLES ET PROCÉDURES.....	27
11. FACTEURS DE RISQUE.....	27
12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET GLOSSAIRE	27
13. INFORMATIONS TRIMESTRIELLES	29

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est un complément aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et aux notes annexes d'Exchange Income Corporation (« EIC » ou la « société ») pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 (les « états financiers consolidés »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf pour l'information par action et les données sur les actions.

Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 ainsi qu'avec ses états financiers annuels et son rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») qui s'appliquent à la préparation d'états financiers intermédiaires.

Les résultats financiers de la société pour 2019 tiennent compte de l'adoption, le 1^{er} janvier 2019, d'IFRS 16 qui modifie en profondeur les normes comptables portant sur les contrats de location. La société, qui était tenue d'adopter IFRS 16, a appliqué la méthode rétrospective modifiée. Les résultats financiers antérieurs à 2019 n'ont pas été établis sur cette base, ce qui se répercute sur le caractère comparable du BAIIA, du résultat net et du résultat net ajusté de la société pour 2019 avec ceux des périodes antérieures. La société a donné des indications sur l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 à la rubrique 10, « Méthodes comptables », de son rapport de gestion annuel 2018, prévoyant une augmentation d'environ 20 M\$ du BAIIA annuel de 2019 et une diminution d'environ 0,05 \$ par action du résultat net et du résultat net ajusté. En outre, l'état de la situation financière d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 comprend des actifs au titre de droits d'utilisation de 120 M\$ et des obligations locatives au titre de droits d'utilisation de 123 M\$ découlant de l'adoption de cette norme.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport contient des informations prospectives. Toutes les informations du présent rapport de gestion qui ne portent pas sur des faits passés sont des informations prospectives, y compris, sans toutefois s'y limiter, celles portant sur la situation financière future, la stratégie d'affaires, les acquisitions envisagées, les budgets, les litiges, les coûts projetés ainsi que les plans et objectifs d'Exchange Income Corporation ou des entreprises dans lesquelles elle investit, ou les plans et objectifs portant sur celles-ci. Le lecteur du présent rapport de gestion peut reconnaître bon nombre de ces informations à l'emploi de termes comme « croire », « s'attendre à », « faire », « pouvoir », « avoir l'intention de », « projeter », « anticiper », « prévoir », « estimer », « continuer » et de termes analogues, y compris leur forme négative. Bien que la direction soit d'avis que les attentes figurant dans ces informations prospectives sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles se concrétiseront.

De par leur nature, les informations prospectives comportent des hypothèses et sont assujetties à des risques et incertitudes qui y sont inhérents, y compris ceux dont il est question dans le présent rapport. Il existe un risque considérable que les prévisions et les autres informations prospectives se révèlent inexactes. Le lecteur du présent rapport doit éviter d'accorder une confiance induite aux informations prospectives figurant aux présentes ou intégrées par renvoi dans celles-ci, divers facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, conditions, mesures ou événements futurs diffèrent sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans les informations prospectives.

Les résultats futurs liés aux informations prospectives sont tributaires de nombreux facteurs, notamment les facteurs de risque figurant dans le présent rapport, lesquels sont présentés à la rubrique 11, « Facteurs de risque ». Nous tenons à avertir le lecteur que les facteurs de risque énumérés dans les présentes ne constituent pas une liste exhaustive et que, lorsqu'ils utilisent les informations prospectives pour prendre des décisions relatives à Exchange Income Corporation, les investisseurs et autres parties doivent étudier minutieusement ces facteurs ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, en plus de tenir compte de l'incertitude inhérente aux informations prospectives.

Les informations prospectives figurant aux présentes sont explicitement visées par cette mise en garde. Les informations prospectives figurant dans le présent rapport sont valides à la date de celui-ci ou à toute autre date précisée dans l'information en cause. La société ne procède pas à la mise à jour de ses informations prospectives, à moins que ce ne soit requis par les lois sur les valeurs mobilières au Canada.

EXCHANGE INCOME CORPORATION

EIC est une société diversifiée et axée sur les acquisitions qui saisit les occasions dans le secteur des services et du matériel de l'aérospatiale et de l'aviation ainsi que dans le secteur de la fabrication. Le plan d'affaires de la société consiste à investir dans des sociétés rentables et bien établies dont les flux de trésorerie sont solides et qui exercent des activités dans des marchés spécialisés. La société a pour objectifs :

- i) de procurer des dividendes stables et croissants à ses actionnaires;
- ii) de maximiser la valeur actionnariale grâce à une surveillance active et continue de ses filiales en exploitation et à des investissements dans celles-ci;
- iii) de poursuivre l'acquisition de sociétés, d'activités ou de participations pour étendre et diversifier ses investissements.

Sommaire des secteurs

Les secteurs opérationnels de la société sont des secteurs d'activité stratégiques offrant des produits et des services distincts. La société compte deux secteurs opérationnels, à savoir le secteur Aérospatiale et aviation et le secteur Fabrication.

- a) **Aérospatiale et aviation** – Ce secteur regroupe un éventail d'activités liées à l'aérospatiale et à l'aviation. Il fournit des services de vols réguliers et nolisés ainsi que des services médicaux d'urgence aux collectivités du Manitoba, de l'Ontario et du Nunavut. Ces services sont assurés par **Calm Air**, **Perimeter**, **Bearskin** (en tant que division de Perimeter), **Keewatin**, **Custom Helicopters** et **Wasaya**, entité dans laquelle nous détenons un placement en titres de capitaux propres, et d'autres entreprises de soutien du secteur de l'aviation (les « **compagnies aériennes existantes** »). **Regional One** fournit aux compagnies aériennes régionales du monde entier des aéronefs, des moteurs et diverses composantes d'aéronefs et de moteurs du marché secondaire. **Provincial** (constituée de PAL Airlines, de PAL Aerospace et du Moncton Flight College) offre des vols réguliers et nolisés ainsi que des services médicaux d'urgence à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse et, par l'intermédiaire de ses activités aérospatiales, elle conçoit, modifie, entretient et exploite des appareils dotés de capteurs spécialisés. Provincial assure des activités de surveillance et de soutien maritimes au Canada, aux Antilles et au Moyen-Orient. Par l'intermédiaire du Moncton Flight College, Provincial fournit une gamme complète de services de formation au pilotage, allant des programmes menant à l'obtention de licences de pilote privé à ceux de formation de pilote commercial. Collectivement, ces activités constituent le secteur Aérospatiale et aviation. Afin d'expliquer plus en détail les résultats sectoriels, la société peut faire référence aux compagnies aériennes existantes, à Regional One et à Provincial.
- b) **Fabrication** – Ce secteur fournit une gamme de produits manufacturés et de services connexes dans plusieurs secteurs d'activité et secteurs géographiques partout en Amérique du Nord. **Quest** fabrique des systèmes muraux de fenêtres regroupées hautement perfectionnés qui sont principalement utilisés dans le cadre de projets de construction de tours d'habitation au Canada et aux États-Unis. Les activités de **WestTower** sont axées sur l'ingénierie, la conception, la fabrication et la construction d'infrastructures de communications et sur la prestation de services techniques. **Ben Machine** est un fabricant de pièces et de composantes de précision principalement destinées au secteur de l'aérospatiale et au secteur de la défense. **Stainless** fabrique des cuves, des contenants et du matériel de traitement en acier inoxydable. Les **activités en Alberta** fabriquent des systèmes de lavage sous pression et des systèmes à vapeur industriels de spécialité, des systèmes commerciaux de recyclage de l'eau, de même que des réservoirs spécialisés destinés au transport de divers produits, notamment le pétrole, l'essence et l'eau. **Overlanders** fabrique des produits en tôle et des produits tubulaires de précision.

La direction de la société assure une surveillance permanente des filiales en exploitation et leur fournit du soutien. Celles-ci sont cependant exploitées de manière autonome et maintiennent leur propre identité commerciale.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

1. FAITS SAILLANTS FINANCIERS ET ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Le tableau suivant présente les faits saillants financiers de la société pour les périodes indiquées :

PERFORMANCE FINANCIÈRE	2019	par action, de base	par action, après dilution	2018	par action, de base	par action, après dilution
Trimestres clos les 30 juin						
Produits des activités ordinaires	325 907 \$			313 449 \$		
BAIIA ¹⁾	87 237			75 071		
Résultat net	21 875	0,68 \$	0,65 \$	19 547	0,62 \$	0,60 \$
Résultat net ajusté ¹⁾	26 573	0,83	0,78	25 208	0,80	0,76
Ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté ¹⁾		66 %	70 %		68 %	72 %
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	65 729	2,05	1,75	58 785	1,86	1,66
Flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien ¹⁾	34 533	1,08	0,97	29 679	0,94	0,90
Ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien ¹⁾		51 %	56 %		58 %	61 %
Dividendes déclarés	17 646	0,5475		17 357	0,5475	
Semestres clos les 30 juin						
Produits des activités ordinaires	622 923 \$			579 476 \$		
BAIIA ¹⁾	151 063			129 084		
Résultat net	29 363	0,93 \$	0,90 \$	28 161	0,89 \$	0,87 \$
Résultat net ajusté ¹⁾	39 297	1,24	1,21	38 140	1,21	1,17
Ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté ¹⁾		88 %	90 %		89 %	92 %
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	109 975	3,47	3,01	99 381	3,15	2,81
Flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien ¹⁾	52 255	1,65	1,51	39 521	1,25	1,22
Ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien ¹⁾		66 %	73 %		86 %	89 %
Dividendes déclarés	34 833	1,095		34 090	1,08	
SITUATION FINANCIÈRE						
	30 juin 2019			31 décembre 2018		
Fonds de roulement	319 641 \$			301 141 \$		
Immobilisations corporelles	911 856			877 691		
Total de l'actif	2 131 358			1 957 298		
Créances prioritaires	727 724			727 511		
Capitaux propres	624 432			617 247		
INFORMATION SUR LES ACTIONS						
	30 juin 2019			31 décembre 2018		
Nombre d'actions ordinaires en circulation	32 254 930			31 316 006		
	30 juin 2019			30 juin 2018		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période – de base	31 738 734			31 518 107		

Note 1) Selon la définition qui en est donnée à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire ».

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Modifications de la facilité de crédit

Le 1^{er} février 2019, la société a modifié sa facilité de crédit afin d'obtenir de meilleurs taux et de reporter son échéance. La facilité de crédit révisée prévoit de meilleurs taux sur les montants qui y sont prélevés ainsi que des commissions d'attente moins élevées sur sa partie inutilisée. L'échéance de la facilité de crédit a été reportée au 7 mai 2023.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 8 février 2019, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de l'offre renouvelée, la société peut racheter des actions entre le 22 février 2019 et le 21 février 2020. La société peut racheter jusqu'à 1 567 004 actions, et les rachats quotidiens sont limités à 21 522 actions, sous réserve des dispenses d'application relatives aux achats en bloc. La société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités parce qu'elle juge qu'il arrive à l'occasion que le cours de ses actions ordinaires ne reflète pas pleinement leur valeur. La société est d'avis que, dans ces circonstances, le rachat d'actions ordinaires représente une affectation relative de son capital.

Coentreprise avec SkyWest, Inc.

Le 19 février 2019, la société a annoncé qu'elle avait constitué une coentreprise avec SkyWest (« SkyWest ») en vue d'acquérir, de louer et de vendre des moteurs CF34, étoffant du coup sa relation avec SkyWest. Regional One a aussi acquis auprès de SkyWest 12 fuselages CRJ700, dont trois seront désassemblés et neuf seront loués suivant le modèle de Regional One.

Aero Engines LLC., la coentreprise établie par SkyWest et Regional One, a conclu un contrat de location de son portefeuille actuel de 14 moteurs CF34 pour une durée de 10 ans. Les moteurs seront jumelés avec les neuf fuselages CRJ700 appartenant à Regional One et loués pour 10 ans à un exploitant américain. Les contrats de location visant ces actifs devraient entrer en vigueur graduellement entre la date du présent rapport et juin 2020, le premier prenant effet ce mois-ci.

Obtention d'un contrat de surveillance aérienne

Le 4 mars 2019, le gouvernement du Canada a octroyé à PAL Aerospace le contrat de surveillance aérienne. Le nouveau contrat de cinq ans entrera en vigueur en août 2020 et pourra être renouvelé pour une période maximale de cinq ans. Ce nouveau contrat viendra élargir sensiblement l'étendue et la nature des services offerts aux termes du contrat existant entre PAL Aerospace et le gouvernement du Canada. Grâce au rôle essentiel que joue PAL Aerospace dans la mise en application du programme de surveillance aérienne du Canada, le gouvernement du Canada est en mesure de surveiller les déplacements des aéronefs nationaux et étrangers et de détecter d'éventuelles activités illégales. Le programme apporte aussi une contribution importante aux activités de plusieurs autres ministères et organismes gouvernementaux en matière de surveillance de la pollution et de l'environnement et de sûreté maritime.

Placement de débentures convertibles

Le 26 mars 2019, la société a mené à terme un placement par prise ferme visant des débentures convertibles. À la clôture de ce placement, la société a émis des débentures d'un montant en capital de 86,25 M\$, compte tenu de l'exercice intégral de l'option de surallocation de 11,25 M\$ accordée aux preneurs fermes. Les débentures portent intérêt à un taux de 5,75 % par année, les intérêts étant payables chaque semestre. Elles peuvent être converties au gré du porteur en actions ordinaires de la société à un prix de conversion de 49,00 \$ par action. La date d'échéance des débentures est le 31 mars 2026.

Nomination du chef des finances

Le 10 avril 2019, Darryl Bergman a été nommé au poste de chef des finances de la société. M. Bergman, qui est comptable professionnel agréé, compte plus de 25 ans d'expérience en gestion des finances, de la trésorerie et du risque d'entreprise de multinationales de différents secteurs d'activité, dont l'énergie, la transformation alimentaire, les produits chimiques, l'acier et les pâtes et papiers. Avant de se joindre à la société, il était vice-président, finances et trésorier chez Northland Power Inc.

Remboursement anticipé de débentures convertibles

Le 26 avril 2019, la société a exercé son droit de rembourser par anticipation ses débentures convertibles à 6,00 % d'une durée de 7 ans dont la date d'échéance était le 31 mars 2021. La société a financé le remboursement de ces débentures à même les fonds en caisse provenant de son placement, en mars 2019, de débentures convertibles portant intérêt au taux de 5,75 %. Avant le 26 avril 2019, date de remboursement, des débentures d'un montant en capital de 24,7 M\$ ont été converties en 780 112 actions ordinaires au prix de 31,70 \$ par action. Le 26 avril 2019, la société a remboursé la tranche résiduelle des débentures en cours, d'un montant en capital de 3,1 M\$.

Programme Life in Flight

Le 8 mai 2019, lors de son assemblée générale annuelle, la société a dévoilé son programme Life in Flight qui vise à proactivement atténuer les conséquences de la pénurie mondiale de pilotes sur les activités aéronautiques de la société. Le programme, qui sera intégré au sein de chacune des compagnies aériennes de la société, mettra à profit le savoir et la capacité de formation du Moncton Flight College, acquis le 28 février 2018. Pour de plus amples renseignements sur le programme, consulter le www.lifeinflight.ca.

Augmentation du dividende

Le 7 août 2019, la société a annoncé qu'elle augmentait son taux de dividende mensuel de 4 %, ou 0,09 \$ par année, pour le porter à 2,28 \$ par année. La hausse s'appliquera au dividende du mois d'août, qui sera versé aux actionnaires le 13 septembre 2019.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

2. RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Résultats trimestriels

La présente rubrique analyse les résultats financiers des activités d'exploitation de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2019 et le trimestre correspondant de 2018.

	Trimestre clos le 30 juin 2019			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social ²⁾	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	238 884 \$	87 023 \$	- \$	325 907 \$
Charges ¹⁾	159 838	71 271	7 561	238 670
BAIIA	79 046	15 752	(7 561)	87 237
Amortissement des immobilisations corporelles				32 256
Amortissement des immobilisations incorporelles				4 425
Charges financières – intérêts				13 852
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation				5 501
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives au titre de droits d'utilisation				1 118
Coûts d'acquisition				1 489
Résultat avant impôt				28 596
Charge d'impôt exigible				2 798
Charge d'impôt différé				3 923
Résultat net				21 875 \$
Résultat net par action				0,68 \$
Résultat net ajusté				26 573 \$
Résultat net ajusté par action				0,83 \$

	Trimestre clos le 30 juin 2018			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social ²⁾	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	233 402 \$	80 047 \$	- \$	313 449 \$
Charges ¹⁾	166 092	65 501	6 785	238 378
BAIIA	67 310	14 546	(6 785)	75 071
Amortissement des immobilisations corporelles				30 383
Amortissement des immobilisations incorporelles				4 397
Charges financières – intérêts				14 121
Coûts d'acquisition				547
Résultat avant impôt				25 623
Charge d'impôt exigible				7 023
Produit d'impôt différé				(947)
Résultat net				19 547 \$
Résultat net par action				0,62 \$
Résultat net ajusté				25 208 \$
Résultat net ajusté par action				0,80 \$

Note 1) Les charges comprennent les charges du secteur Aérospatiale et aviation (excluant l'amortissement), les charges du secteur Fabrication (excluant l'amortissement) ainsi que les frais généraux et frais d'administration.

Note 2) Le siège social n'est pas un secteur à présenter distinct. Il comprend les charges du siège social de la société et est présenté à des fins de rapprochement.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES ET BAIIA

Après consolidation, les produits des activités ordinaires de la société ont totalisé 325,9 M\$, soit 12,5 M\$, ou 4 %, de plus que pour la période correspondante. De cette hausse, une tranche de 7,0 M\$ est attribuable au secteur Fabrication, l'autre tranche de 5,5 M\$ étant attribuable au secteur Aérospatiale et aviation.

La société a dégagé un BAIIA de 87,2 M\$ pour le trimestre considéré, soit 12,2 M\$, ou 16 %, de plus que pour la période correspondante. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le BAIIA s'est accru de 9 % par rapport à un an plus tôt. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse importante enregistrée pour le secteur Aérospatiale et aviation, décrite plus loin.

Au cours du trimestre considéré, les charges du siège social de la société ont augmenté de 0,8 M\$ par rapport à celles de la période correspondante, en raison surtout des coûts de recrutement et autres coûts engagés par la société pour combler le poste de chef des finances au cours du trimestre.

Secteur Aérospatiale et aviation

Les produits des activités ordinaires du secteur Aérospatiale et aviation se sont accrus de 5,5 M\$, ou 2 %, pour atteindre 238,9 M\$.

Les produits des activités ordinaires des compagnies aériennes existantes et de Provincial ont augmenté de 13,4 M\$, ou 8 %. L'augmentation des produits des activités ordinaires est attribuable aux volumes plus importants à Terre-Neuve-et-Labrador et au Québec découlant du niveau d'activité dans le secteur des ressources naturelles, de l'accroissement du trafic passagers et des services d'évacuation médicale dans la région de Kivalliq, et de l'apport des appareils à voilure tournante en raison de la croissance des nouveaux services, notamment les services médicaux d'urgence.

La composition des produits des activités ordinaires de Regional One peut enregistrer des variations importantes d'une période à l'autre. Pour le trimestre à l'étude, les produits des activités ordinaires de Regional One ont diminué de 7,9 M\$, ou 10 %. Cette baisse s'explique par les ventes d'aéronefs entiers et de moteurs qui ont été plus élevées que la moyenne pour la période correspondante.

Produits des activités ordinaires de Regional One	Trimestres clos les 30 juin	2019	2018	Var.	Var. en %
Produits tirés des ventes et des services		44 215 \$	56 196 \$	(11 981) \$	-21 %
Produits tirés de la location		23 453	19 361	4 092	21 %
		67 668 \$	75 557 \$	(7 889) \$	-10 %

Les produits des activités ordinaires de Regional One proviennent de deux principales sources, soit les ventes et les services et la location. Les produits tirés des ventes et des services découlent des ventes de pièces, de moteurs d'aéronefs et d'aéronefs entiers ainsi que de la prestation de services tels que la gestion d'actifs. Les produits tirés de la location sont générés par la location de moteurs d'aéronefs ou d'aéronefs entiers.

Parmi les produits tirés des ventes et des services, ceux provenant des pièces sont les plus prévisibles et les plus stables, et ce, tant du point de vue des ventes que des marges. Les ventes de pièces constituent généralement la plus importante part de cette source de produits, et les marges sur ces ventes sont relativement constantes. Les ventes d'aéronefs et de moteurs d'aéronefs varient d'une période à l'autre, tant sur le plan du volume que des prix, mais représentent généralement des transactions dont les montants sont plus élevés. Les marges sur ces transactions sont généralement inférieures aux marges réalisées sur les ventes de pièces et varient en fonction du type d'aéronef ou de moteur, de la durée d'utilité restante et de la demande globale du marché. Par ailleurs, Regional One fournit des services de gestion d'actifs à des clients qui possèdent des aéronefs et qui ont besoin d'une expertise en gestion de tels actifs, notamment pour la gestion des conditions de retour et de recommercialisation. Ce type d'activité met à profit les compétences fondamentales de l'entreprise et est relativement nouveau. C'est pourquoi les produits tirés de la gestion d'actifs de tiers sont encore plutôt faibles en comparaison des autres, mais ils sont en croissance. Les marges sont élevées parce que peu de coûts directs supplémentaires sont associés à ces ventes.

Les produits tirés de la location ont augmenté de 4,1 M\$, ou 21 %, pour la période considérée en raison du taux d'utilisation plus élevé des aéronefs en portefeuille et de l'augmentation du nombre d'actifs loués par rapport à la période correspondante. L'amélioration a débuté au deuxième semestre de 2018 et s'est poursuivie, puisque la totalité de la flotte d'aéronefs CRJ900 est louée depuis le quatrième trimestre de 2018. Par ailleurs, la location de 10 appareils CRJ200 à SkyWest, annoncée en décembre

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

2018, a une incidence favorable sur les produits tirés de la location en 2019. Le déploiement annoncé récemment de neuf fuselages et de 14 moteurs détenus par la coentreprise avec SkyWest n'a pas eu d'effet pour la période à l'étude. L'apport de ces actifs commencera à se refléter dans les résultats d'EIC au cours des prochains trimestres.

Les produits tirés des ventes et des services ont diminué de 21 % par rapport à ceux de la période correspondante. Cette baisse s'explique par les ventes d'aéronefs entiers et de moteurs qui ont été plus élevées que la moyenne pour la période correspondante, contrebalancées en partie par les ventes de pièces qui ont été plus élevées pour la période à l'étude.

Le BAIIA du secteur Aérospatiale et aviation a augmenté de 11,7 M\$, ou 17 %, pour s'établir à 79,0 M\$. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le BAIIA sectoriel s'est accru de 7,7 M\$, ou 12 %, par rapport à un an plus tôt.

Le BAIIA des compagnies aériennes existantes et de Provincial a augmenté de 12,4 M\$, ou 32 % (hausse de 8,7 M\$, ou 23 %, exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16). Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires décrite précédemment. Les économies associées aux gains d'efficacité opérationnelle ont aussi contribué à cette augmentation. Le partage de capacité entre les filiales des compagnies aériennes et l'investissement réalisé au cours de périodes antérieures dans des aéronefs supplémentaires ont permis de réduire les coûts de nolisement à payer à des tiers.

Le BAIIA a augmenté en dépit des problèmes de main-d'œuvre touchant l'ensemble du secteur du transport aérien. La pénurie de main-d'œuvre qui touche l'ensemble du secteur du transport aérien continue de faire augmenter les coûts associés aux heures supplémentaires, à la sous-traitance et à la formation. Le mise en œuvre du programme Life in Flight permettra à terme d'atténuer les répercussions, mais il faudra du temps avant que l'effet du programme se fasse pleinement sentir. EIC élabore des stratégies semblables pour combler le manque de personnel d'entretien.

Le BAIIA de Regional One a diminué de 0,7 M\$ (baisse de 1,0 M\$ exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16). L'augmentation des produits tirés des contrats de location à marge élevée a été plus que neutralisée par la diminution des ventes d'aéronefs et de moteurs. Au deuxième trimestre de 2018, le volume des ventes d'aéronefs et de moteurs a été particulièrement élevé par rapport à la moyenne pour un trimestre.

Secteur Fabrication

Les produits des activités ordinaires du secteur Fabrication se sont accrus de 7,0 M\$, ou 9 % pour s'établir à 87,0 M\$. Le BAIIA a également progressé de 1,2 M\$, ou 8 %, pour atteindre 15,8 M\$ (baisse de 0,6 M\$, ou 4 %, exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16). Le BAIIA de Quest pour le deuxième trimestre est demeuré relativement stable par rapport à la période correspondante. L'usine canadienne, qui fonctionne toujours à pleine capacité, a généré le BAIIA trimestriel le plus élevé de son histoire. Ce facteur a été contrebalancé par les coûts de production initiaux de la nouvelle usine de Dallas. Collectivement, le reste du secteur a continué d'afficher une hausse des produits des activités ordinaires et du BAIIA. L'intensification des activités de fabrication sur mesure, les niveaux élevés des dépenses militaires partout dans le monde, l'accroissement des dépenses des sociétés de télécommunications partout au Canada et les gains d'efficacité opérationnelle ont tous eu une incidence favorable sur le secteur. Les dépenses d'investissement de croissance effectuée au cours du trimestre à l'étude et des périodes antérieures ont permis au secteur de répondre à la demande accrue des clients, ce qui a fait augmenter les produits des activités ordinaires et le BAIIA.

RÉSULTAT NET

Trimestres clos les 30 juin	2019	2018	Var.	Var. en %
Résultat net	21 875 \$	19 547 \$	2 328 \$	12 %
Résultat net par action	0,68 \$	0,62 \$	0,06 \$	10 %

Le résultat net s'est établi à 21,9 M\$, en hausse de 2,3 M\$ ou 12 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le résultat net a augmenté de 13 %. L'augmentation de 16 % du BAIIA a été contrebalancée en partie par l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et la charge d'intérêts liée aux obligations locatives au titre de droits d'utilisation découlant de l'adoption d'IFRS 16. En outre, l'augmentation de l'amortissement des acquisitions et des dépenses d'investissement de croissance a donné lieu à une hausse de 1,9 M\$ de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Les coûts d'acquisition engagés par la société ont augmenté de 0,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2019 comparativement au trimestre correspondant de 2018, faisant diminuer le résultat net.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

La charge d'impôt a augmenté de 0,6 M\$ et le taux d'impôt effectif est passé de 23,7 % à 23,5 %. La charge d'impôt exigible a diminué, puisque la société peut avoir recours à l'amortissement fiscal accéléré des dépenses d'investissement au Canada et aux États-Unis en 2019.

Le résultat net par action a augmenté de 10 % par rapport à la période correspondante pour s'établir à 0,68 \$, en dépit de l'incidence défavorable de l'adoption d'IFRS 16. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le résultat net par action a augmenté de 11 % pour s'établir à 0,69 \$. Le nombre moyen pondéré d'actions a augmenté de 1 %, ce qui a partiellement annulé la progression du résultat net. Des précisions sur la variation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

RÉSULTAT NET AJUSTÉ (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS »)

Trimestres clos les 30 juin	2019	2018
Résultat net	21 875 \$	19 547 \$
Coûts d'acquisition, après impôt	1 096	529
Amortissement des immobilisations incorporelles, après impôt	3 231	3 210
Comptabilisation des intérêts sur une contrepartie d'acquisition éventuelle	280	326
Comptabilisation des intérêts sur les débtures remboursées, après impôt	91	1 596
Résultat net ajusté	26 573 \$	25 208 \$
Par action – de base	0,83 \$	0,80 \$
Par action – après dilution	0,78 \$	0,76 \$

Le résultat net ajusté a augmenté de 1,4 M\$, ou 5 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le résultat net ajusté a augmenté de 7 %. Le résultat net ajusté tient compte de l'ajout des coûts liés aux acquisitions, qui se composent des éléments après impôt suivants : dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles de 3,2 M\$, coûts d'acquisition de 1,1 M\$ et comptabilisation des intérêts sur la contrepartie éventuelle de 0,3 M\$. Le résultat net ajusté tient également compte de l'ajout d'un montant après impôt de 0,1 M\$ au titre de la comptabilisation accélérée des intérêts sur les débtures remboursées.

Le résultat net par action a augmenté de 4 % par rapport au deuxième trimestre de 2018 en dépit de l'incidence défavorable de l'adoption d'IFRS 16. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le résultat net ajusté a augmenté de 5 % pour s'établir à 0,84 \$ par action. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation a augmenté de 1 %, ce qui a partiellement annulé la progression du résultat net ajusté. Des précisions sur la variation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS »)

Trimestres clos les 30 juin	2019	2018
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	41 137 \$	29 053 \$
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	28 479	29 203
Coûts d'acquisition, après impôt	1 096	529
Remboursements de capital sur les obligations locatives au titre de droits d'utilisation	(4 983)	-
	65 729 \$	58 785 \$
Par action – de base	2,05 \$	1,86 \$
Par action – après dilution	1,75 \$	1,66 \$

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

Les flux de trésorerie disponibles générés par la société pour la période considérée se sont établis à 65,7 M\$, soit une augmentation de 6,9 M\$, ou 12 %, par rapport à ceux de la période correspondante. Cette augmentation s'explique principalement par la progression de 12,2 M\$, ou 16 %, du BAIIA et la réduction de la charge d'impôt exigible, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par les remboursements de capital sur les obligations locatives au titre de droits d'utilisation. D'autres renseignements sur les flux de trésorerie disponibles sont présentés à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire ».

Du fait de l'accroissement des flux de trésorerie disponibles décrit précédemment, les flux de trésorerie disponibles de base par action ont augmenté de 10 % pour atteindre 2,05 \$. Cette hausse a été légèrement contrebalancée par l'augmentation de 1 % du nombre moyen pondéré d'actions en circulation par rapport à la période correspondante de 2018. Des précisions sur la variation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation figurant dans le tableau des flux de trésorerie mais sont exclues du rapprochement des flux de trésorerie disponibles. Par conséquent, elles n'ont pas d'incidence sur le calcul des flux de trésorerie disponibles. Les investissements dans le fonds de roulement au cours de la période considérée sont principalement attribuables aux investissements réalisés par Regional One dans les stocks de pièces destinées à la revente et à l'acquisition d'un appareil Q400 destiné à la revente. De plus, un investissement supplémentaire dans le fonds de roulement a été effectué afin de soutenir les compagnies aériennes existantes et Provincial, pour qui le deuxième trimestre est une période plus occupée. La rubrique 3, « Activités d'investissement », présente une analyse plus détaillée des variations du fonds de roulement.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

Résultats semestriels

La présente rubrique analyse les résultats financiers des activités d'exploitation de la société pour le semestre clos le 30 juin 2019 et la période correspondante de 2018.

	Semestre clos le 30 juin 2019			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social ²⁾	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	455 628 \$	167 295 \$	- \$	622 923 \$
Charges ¹⁾	318 956	138 530	14 374	471 860
BAIIA	136 672	28 765	(14 374)	151 063
Amortissement des immobilisations corporelles				62 947
Amortissement des immobilisations incorporelles				8 905
Charges financières – intérêts				27 211
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation				10 899
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives au titre de droits d'utilisation				2 279
Coûts d'acquisition				3 689
Autres				(2 182)
Résultat avant impôt				37 315
Charge d'impôt exigible				5 825
Charge d'impôt différé				2 127
Résultat net				29 363 \$
Résultat net par action (de base)				0,93 \$
Résultat net ajusté				39 297 \$
Résultat net ajusté par action (de base)				1,24 \$

	Semestre clos le 30 juin 2018			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social ²⁾	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	423 225 \$	156 251 \$	- \$	579 476 \$
Charges ¹⁾	309 197	129 207	11 988	450 392
BAIIA	114 028	27 044	(11 988)	129 084
Amortissement des immobilisations corporelles				58 845
Amortissement des immobilisations incorporelles				9 151
Charges financières – intérêts				25 167
Coûts d'acquisition				1 062
Autres				(1 471)
Résultat avant impôt				36 330
Charge d'impôt exigible				11 498
Produit d'impôt différé				(3 329)
Résultat net				28 161 \$
Résultat net par action (de base)				0,89 \$
Résultat net ajusté				38 140 \$
Résultat net ajusté par action (de base)				1,21 \$

Note 1) Les charges comprennent les charges du secteur Aérospatiale et aviation (excluant l'amortissement), les charges du secteur Fabrication (excluant l'amortissement) ainsi que les frais généraux et frais d'administration.

Note 2) Le siège social n'est pas un secteur à présenter distinct. Il comprend les charges du siège social de la société et est présenté à des fins de rapprochement.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES ET BAIIA

Après consolidation, les produits des activités ordinaires de la société ont totalisé 622,9 M\$, soit 43,4 M\$, ou 7 %, de plus que pour la période correspondante. De cette hausse, une tranche de 32,4 M\$ est attribuable au secteur Aérospatiale et aviation, l'autre tranche de 11,0 M\$ étant attribuable au secteur Fabrication.

La société a dégagé un BAIIA de 151,1 M\$ pour le premier semestre de 2019, soit 22,0 M\$, ou 17 %, de plus que pour la période correspondante. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le BAIIA s'est accru de 9 % par rapport à un an plus tôt. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse importante enregistrée pour le secteur Aérospatiale et aviation.

Au cours de la période considérée, les charges du siège social de la société ont augmenté de 2,4 M\$ par rapport à celles de la période correspondante, en raison surtout de la hausse de la rémunération liée au rendement, y compris le nouveau régime d'actions temporairement incessibles, et des coûts de recrutement et autres coûts engagés par la société pour combler le poste de chef des finances.

Secteur Aérospatiale et aviation

Les produits des activités ordinaires du secteur Aérospatiale et aviation se sont accrus de 32,4 M\$, ou 8 %, pour atteindre 455,6 M\$.

Les produits des activités ordinaires des compagnies aériennes existantes et de Provincial ont augmenté de 23,0 M\$, ou 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires est attribuable aux volumes plus importants à Terre-Neuve-et-Labrador découlant du niveau d'activité dans le secteur des ressources naturelles, ainsi que dans la région de Kivalliq. En outre, les nouveaux services offerts par les appareils à voilure tournante au cours de l'exercice ont généré des produits supplémentaires. Le secteur a aussi tiré parti de la prise en compte des résultats du Moncton Flight College pour un semestre complet en 2019, celui-ci ayant été acquis le 28 février 2018.

Pour la période à l'étude, les produits des activités ordinaires de Regional One ont augmenté de 9,4 M\$, ou 7 %. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, cette hausse par rapport à la période correspondante est attribuable aux deux principales sources de produits des activités ordinaires.

Produits des activités ordinaires de Regional One	Semestres clos les 30 juin	2019	2018	Var.	Var. en %
Produits tirés des ventes et des services		97 373 \$	93 313 \$	4 060 \$	4 %
Produits tirés de la location		40 226	34 892	5 334	15 %
		137 599 \$	128 205 \$	9 394 \$	7 %

Les produits tirés des ventes et des services ont augmenté de 4 % par rapport à la période correspondante. Cette hausse est attribuable aux volumes plus élevés des ventes de pièces, en partie annulés par la diminution des ventes d'aéronefs entiers et de moteurs. La période correspondante tenait compte d'un volume élevé de ventes d'aéronefs entiers et de moteurs, en particulier le deuxième trimestre.

Les produits tirés de la location ont augmenté de 5,3 M\$, ou 15 %, pour la période considérée. Comme il est mentionné dans l'analyse des résultats trimestriels, le portefeuille a enregistré un taux d'utilisation plus élevé des aéronefs par les clients et il comptait un plus grand nombre d'actifs loués par rapport à la période correspondante. Cette amélioration a débuté au deuxième semestre de 2018 et s'est poursuivie, puisque la totalité de la flotte d'aéronefs CRJ900 est louée depuis le quatrième trimestre de 2018. Par ailleurs, la location de 10 appareils CRJ200 à SkyWest, annoncée en décembre 2018, a une incidence favorable sur les produits tirés de la location de 2019. Le déploiement annoncé récemment de neuf fuselages et de 14 moteurs détenus par la coentreprise avec SkyWest n'a pas eu d'effet pour la période à l'étude. L'apport de ces actifs commencera à se refléter dans les résultats d'EIC au cours des prochains trimestres.

Le BAIIA du secteur Aérospatiale et aviation a augmenté de 22,6 M\$, ou 20 %, pour s'établir à 136,7 M\$. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le BAIIA sectoriel s'est accru de 14,8 M\$, ou 13 %, par rapport à un an plus tôt.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

Le BAIIA des compagnies aériennes existantes et de Provincial a augmenté de 18,7 M\$, ou 29 % (hausse de 11,5 M\$, ou 18 %, exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16). Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de 8 % des produits des activités ordinaires décrite précédemment. En outre, le secteur a tiré parti de la stabilisation du prix du carburant, des économies associées aux gains d'efficacité opérationnelle et du placement de la société dans Wasaya. Le partage de capacité entre les filiales des compagnies aériennes et l'investissement réalisé au cours de périodes antérieures dans des aéronefs supplémentaires ont permis de réduire les coûts de nolisement à payer à des tiers.

Le BAIIA a augmenté en dépit des problèmes de main-d'œuvre touchant l'ensemble du secteur du transport aérien. La pénurie de main-d'œuvre qui touche l'ensemble du secteur du transport aérien continue de faire augmenter les coûts associés aux heures supplémentaires, à la sous-traitance et à la formation. La mise en œuvre du programme Life in Flight permettra à terme d'atténuer les répercussions, mais il faudra du temps avant que l'effet du programme se fasse pleinement sentir. EIC élabore des stratégies semblables pour combler le manque de personnel d'entretien.

Le BAIIA de Regional One a augmenté de 3,9 M\$, ou 8 % (hausse de 3,3 M\$, ou 7 %, exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du BAIIA s'explique surtout par l'augmentation des produits tirés de la location, les marges sur les contrats de location ayant dépassé 95 % puisque le coût direct associé à la location, soit l'amortissement du portefeuille de location, est exclu du BAIIA.

Secteur Fabrication

Les produits des activités ordinaires du secteur Fabrication se sont accrus de 11,0 M\$, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 167,3 M\$. Le BAIIA a également progressé de 1,7 M\$, ou 6 %, pour atteindre 28,8 M\$ (baisse de 1,3 M\$, ou 5 %, exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16). Le BAIIA de Quest a diminué de 1,4 M\$ en raison d'un retard de production causé par un bris d'aqueduc qui a provoqué une inondation dans l'usine et interrompu la production en novembre 2018. L'usine a été remise en service mais elle n'est revenue à sa pleine capacité de production qu'en mars, et ces inefficiences ont pesé sur le BAIIA. L'usine canadienne, qui fonctionne à pleine capacité depuis la réparation du bris d'aqueduc, a généré le BAIIA trimestriel le plus élevé de son histoire au deuxième trimestre. Ce facteur a été contrebalancé par les coûts de production initiaux de la nouvelle usine de Dallas. Dans l'ensemble, les autres entreprises du secteur ont affiché une croissance des produits des activités ordinaires et du BAIIA pour les raisons mentionnées dans l'analyse des résultats trimestriels qui précède.

RÉSULTAT NET

Semestres clos les 30 juin	2019	2018	Var.	Var. en %
Résultat net	29 363 \$	28 161 \$	1 202 \$	4 %
Résultat net par action	0,93 \$	0,89 \$	0,04 \$	4 %

Le résultat net s'est établi à 29,4 M\$, en hausse de 1,2 M\$, ou 4 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, en dépit de l'incidence défavorable de l'adoption d'IFRS 16. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le résultat net a augmenté de 8 %. L'augmentation de 17 % du BAIIA a été contrebalancée en partie par l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et la charge d'intérêts liée aux obligations locatives au titre de droits d'utilisation découlant de l'adoption d'IFRS 16. En outre, l'augmentation de l'amortissement des acquisitions et des dépenses d'investissement de croissance a donné lieu à une hausse de 4,1 M\$ de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. La charge d'intérêts a augmenté de 2,0 M\$, en raison du financement de l'acquisition du Moncton Flight College et des autres placements et de la hausse des taux d'emprunt de référence. Les coûts d'acquisition engagés par la société ont augmenté de 2,6 M\$ en 2019 comparativement à la période correspondante de 2018, faisant diminuer le résultat net. Au premier semestre de 2019, le profit découlant de la réévaluation d'une contrepartie éventuelle a augmenté de 0,7 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Une telle réévaluation est requise lorsque le montant qui sera versé en définitive aux vendeurs diffère du montant estimé antérieurement (rubrique 8, « Estimations et jugements comptables cruciaux »).

La charge d'impôt a augmenté de 0,2 M\$ et le taux d'impôt effectif a été ramené de 22,5 % à 21,3 %. Le profit découlant de la réévaluation d'une contrepartie éventuelle au cours de la période considérée a augmenté de 0,7 M\$. Ce profit n'est pas imposable et représente une plus grande proportion du résultat avant impôt que le profit réalisé en 2018, ce qui s'est traduit par une réduction du taux d'impôt effectif. La charge d'impôt exigible a diminué en raison du profit non imposable découlant de

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

la réévaluation d'une contrepartie éventuelle qui a été plus important et de la possibilité pour la société d'avoir recours à l'amortissement fiscal accéléré des dépenses d'investissement au Canada et aux États-Unis pour le premier semestre de 2019.

Le résultat net par action a augmenté de 4 % par rapport à la période correspondante pour s'établir à 0,93 \$, en dépit de l'incidence défavorable de l'adoption d'IFRS 16. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le résultat net par action a augmenté de 7 % pour s'établir à 0,95 \$. L'accroissement du résultat net a été partiellement annulé par l'augmentation de 1 % du nombre moyen pondéré d'actions en circulation par rapport à la période correspondante de 2018. Des précisions sur la variation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

RÉSULTAT NET AJUSTÉ (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS »)

Semestres clos les 30 juin	2019	2018
Résultat net	29 363 \$	28 161 \$
Coûts d'acquisition, après impôt	2 740	1 044
Amortissement des immobilisations incorporelles, après impôt	6 501	6 680
Comptabilisation des intérêts sur une contrepartie d'acquisition éventuelle	602	659
Comptabilisation accélérée des intérêts sur les débentures remboursées, après impôt	91	1 596
Résultat net ajusté	39 297 \$	38 140 \$
Par action – de base	1,24 \$	1,21 \$
Par action – après dilution	1,21 \$	1,17 \$

Le résultat net ajusté a augmenté de 1,2 M\$, ou 3 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le résultat net ajusté a augmenté de 6 %. Le résultat net ajusté tient compte de l'ajout des coûts liés aux acquisitions, qui se composent des éléments après impôt suivants : dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles de 6,5 M\$, comptabilisation des intérêts sur la contrepartie éventuelle de 0,6 M\$ et coûts d'acquisition de 2,7 M\$. Le résultat net ajusté tient également compte de l'ajout d'un montant après impôt de 0,1 M\$ au titre de la comptabilisation accélérée des intérêts sur les débentures remboursées.

Le résultat net ajusté par action a augmenté de 2 % pour s'établir à 1,24 \$, en dépit de l'incidence défavorable de l'adoption d'IFRS 16. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, le résultat net ajusté par action a augmenté de 5 % pour s'établir à 1,27 \$. L'accroissement du résultat net ajusté a été partiellement annulé par l'augmentation de 1 % du nombre moyen pondéré d'actions en circulation par rapport à la période correspondante de 2018. Des précisions sur la variation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire »)

Semestres clos les 30 juin	2019	2018
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	75 875 \$	44 667 \$
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	40 623	53 670
Coûts d'acquisition, après impôt	2 740	1 044
Remboursements de capital sur les obligations locatives au titre de droits d'utilisation	(9 263)	-
	109 975 \$	99 381 \$
Par action – de base	3,47 \$	3,15 \$
Par action – après dilution	3,01 \$	2,81 \$

Les flux de trésorerie disponibles générés par la société pour la période considérée se sont établis à 110,0 M\$, soit une augmentation de 10,6 M\$, ou 11 %, par rapport à ceux de la période correspondante. Cette augmentation s'explique principalement par la progression de 22,0 M\$, ou 17 %, du BAIIA et la réduction de la charge d'impôt exigible, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la hausse de la charge d'intérêts et les remboursements de capital sur les obligations locatives au titre

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

de droits d'utilisation. D'autres renseignements sur les flux de trésorerie disponibles sont présentés à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire ».

Du fait de l'accroissement des flux de trésorerie disponibles décrit précédemment, les flux de trésorerie disponibles de base par action ont augmenté de 10 % pour atteindre 3,47 \$. Cet accroissement a été légèrement contrebalancé par l'augmentation de 1 % du nombre moyen pondéré d'actions en circulation par rapport à la période correspondante de 2018. Des précisions sur la variation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation figurant dans le tableau des flux de trésorerie mais sont exclues du rapprochement des flux de trésorerie disponibles. Par conséquent, elles n'ont pas d'incidence sur le calcul des flux de trésorerie disponibles. Les investissements dans le fonds de roulement au cours de la période considérée sont principalement attribuables aux investissements réalisés par Regional One au cours du premier semestre de 2019, notamment l'acquisition de trois fuselages CRJ700 auprès de SkyWest qui seront désassemblés ultérieurement et qui ont été inscrits dans les stocks et l'acquisition d'un appareil Q400 destiné à la revente. De plus, un investissement supplémentaire dans le fonds de roulement a été effectué afin de soutenir les compagnies aériennes existantes et Provincial, pour qui le deuxième trimestre est une période plus occupée. La rubrique 3, « Activités d'investissement », présente une analyse plus détaillée des variations du fonds de roulement.

3. ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Investir en acquérant de nouvelles entreprises ou des immobilisations corporelles et investir dans son fonds de roulement de manière à préserver, voire élargir son portefeuille de filiales, comptent parmi les grands objectifs de la société.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Trimestre clos le 30 juin 2019			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social	Total
Dépenses d'investissement de maintien	29 684 \$	1 102 \$	410 \$	31 196 \$
Dépenses d'investissement de croissance	13 492	2 900	-	16 392
	43 176 \$	4 002 \$	410 \$	47 588 \$
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Trimestre clos le 30 juin 2018			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social	Total
Dépenses d'investissement de maintien	28 213 \$	379 \$	217 \$	28 809 \$
Ajouter : remboursements de capital sur les contrats de location-financement	-	297	-	297
Dépenses d'investissement de maintien	28 213	676	217	29 106
Dépenses d'investissement de croissance	(1 185)	1 486	-	301
	27 028 \$	2 162 \$	217 \$	29 407 \$
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Semestre clos le 30 juin 2019			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social	Total
Dépenses d'investissement de maintien	55 399 \$	1 869 \$	452 \$	57 720 \$
Dépenses d'investissement de croissance	51 313	6 161	-	57 474
	106 712 \$	8 030 \$	452 \$	115 194 \$
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Semestre clos le 30 juin 2018			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social	Total
Dépenses d'investissement de maintien	57 649 \$	1 312 \$	321 \$	59 282 \$
Ajouter : remboursements de capital sur les contrats de location-financement	-	578	-	578
Dépenses d'investissement de maintien	57 649	1 890	321	59 860
Dépenses d'investissement de croissance	92	2 249	-	2 341
	57 741 \$	4 139 \$	321 \$	62 201 \$

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

Secteur Aérospatiale et aviation

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, les dépenses d'investissement de maintien des compagnies aériennes existantes et de Provincial se sont élevées respectivement à 19,0 M\$ et à 35,1 M\$, ce qui représente une baisse de 2 % et de 14 %, respectivement, par rapport à 2018. La stratégie de la société qui consiste à réaliser le plus de travaux d'entretien possible au premier semestre de l'exercice, une période habituellement plus calme, reste la même que par le passé. Le calendrier des grands travaux d'entretien des fuselages est plus souple que celui des travaux d'entretien des moteurs, qui vont habituellement de pair avec l'utilisation. Certains travaux d'entretien pour plusieurs moteurs ne sont pas requis avant plus tard au cours de l'exercice, ce qui explique les dépenses d'investissement de maintien moins élevées que prévu. La société prévoit toujours, comme elle l'a indiqué dans ses prévisions communiquées en février, que les dépenses d'investissement de maintien augmenteront en parallèle avec l'expansion générale de ses activités en 2019. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, les compagnies aériennes existantes et Provincial ont effectué des dépenses d'investissement de croissance totalisant 10,4 M\$ et 24,9 M\$, respectivement. Ces dépenses visent principalement les investissements requis à l'appui des nouveaux contrats obtenus par la société, notamment le contrat de transport général du gouvernement du Manitoba attribué aux compagnies aériennes existantes et le contrat du ministère des Pêches et des Océans attribué à Provincial.

Les dépenses d'investissement de maintien de Regional One se sont chiffrées à 10,7 M\$ et à 20,3 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, en hausse de 20 % dans les deux cas par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison des investissements dans le portefeuille de location en 2018 et en 2019, notamment l'acquisition de plusieurs fuselages CRJ700 auprès de SkyWest. Des 12 fuselages acquis auprès de SkyWest, trois sont classés dans les stocks puisqu'ils devraient être désassemblés et neuf sont classés en tant qu'immobilisations corporelles dans le portefeuille de location de Regional One. Le portefeuille de location de la société, qui comprenait 43 aéronefs et 48 moteurs au 30 juin 2018, a pris de l'ampleur et comptait 56 aéronefs et 52 moteurs au 30 juin 2019, comme l'indique le tableau ci-dessous. L'augmentation du nombre d'actifs et le remplacement d'actifs de valeur moindre par des actifs à valeur plus élevée au cours des 12 derniers mois ont entraîné une hausse de la dotation à l'amortissement en 2019. Les dépenses d'investissement de maintien de Regional One sont directement imputables à l'amortissement de son parc d'aéronefs et de moteurs loués. Le tableau qui suit présente un sommaire du parc d'actifs que renferme le portefeuille de location de Regional One.

Portefeuille de location de Regional One	30 juin 2019		31 décembre 2018	
	Aéronefs	Moteurs	Aéronefs	Moteurs
Portefeuille de location	56 ¹⁾	52	46	54

Note 1) Le nombre total d'aéronefs ci-dessus comprend 9 fuselages dépourvus de moteurs qui sont loués en parallèle avec des moteurs appartenant à Aero Engines LLC, la coentreprise formée par la société et SkyWest.

Le portefeuille de location de Regional One comprend plusieurs types d'aéronefs et de moteurs, mais ses principales plateformes sont les appareils Bombardier CRJ, les moteurs GE CF34 utilisés dans ces aéronefs et les appareils Embraer ERJ. Les autres plateformes comprises dans le portefeuille sont les appareils Dash 8 et ATR. Regional One n'est pas une entreprise de location conventionnelle. Elle n'acquiert pas d'actifs dans le but de les détenir pendant longtemps et de réaliser des profits grâce aux seuls écarts de financement. Regional One acquiert habituellement des actifs dans le but de les louer pour une courte durée, de tirer parti de leur durée d'utilité disponible et de réaliser des flux de trésorerie, puis de générer des profits supplémentaires une fois que l'appareil est retiré du parc actif et désassemblé. Il est important de noter que ce ne sont pas tous les aéronefs et moteurs composant le portefeuille qui sont en location à un même moment.

Les dépenses d'investissement de croissance de Regional One représentent l'écart entre le montant net des immobilisations corporelles acquises (actifs achetés diminués des actifs vendus ou virés aux stocks) et le montant des dépenses d'investissement de maintien. Puisque les dates où les actifs sont retirés du portefeuille de location et les dates de remplacement de ces actifs peuvent varier d'un trimestre à l'autre, il est possible que les dépenses d'investissement de croissance affichent une valeur négative pour un trimestre donné. La société ne s'attend toutefois pas à enregistrer des montants négatifs au chapitre des dépenses d'investissement de croissance pendant une période prolongée puisqu'elle entend maintenir, voire accroître, le portefeuille de location.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, la société a investi 15,4 M\$ et 48,4 M\$, respectivement, en sus des dépenses d'investissement de maintien dans Regional One, et les montants respectifs de 12,3 M\$ et de 22,0 M\$ qui ont été imputés aux stocks sont analysés ci-après. Pour les mêmes périodes, Regional One a effectué des dépenses d'investissement de croissance de 3,1 M\$ et de 26,4 M\$, respectivement, qui ont été affectées essentiellement à l'acquisition de neuf fuselages CRJ700 auprès de SkyWest et à l'acquisition d'un appareil CRJ700 cumulant peu d'heures de vol. Les investissements dans les stocks de Regional One sont décrits plus en détail ci-après dans l'analyse de l'investissement dans le fonds de roulement.

Secteur Fabrication

Les dépenses d'investissement de maintien du secteur Fabrication se rapportent essentiellement au remplacement de matériel de production et de ses composantes et peuvent varier grandement d'une période à l'autre. Certains actifs de fabrication ont des durées d'utilité plus longues et peuvent donc être utilisés pendant bon nombre d'années avant qu'il soit nécessaire de les remplacer ou d'y apporter des réparations majeures.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, les dépenses d'investissement de maintien effectuées par le secteur Fabrication se sont chiffrées respectivement à 1,1 M\$ et à 1,9 M\$. À la période correspondante de l'exercice précédent, les remboursements de capital liés aux contrats de location-financement étaient pris en compte dans les dépenses d'investissement de maintien. Or, étant donné l'adoption d'IFRS 16, les remboursements de capital liés à tous les contrats de location qui entrent dans le champ d'application de la norme sont déduits dans le rapprochement des flux de trésorerie disponibles. Compte non tenu de cette modification, les dépenses d'investissement de maintien ont augmenté de 0,7 M\$ pour le trimestre et de 0,6 M\$ pour le semestre. L'écart par rapport aux périodes correspondantes s'explique surtout par les investissements effectués dans l'usine canadienne de Quest au cours du trimestre et du semestre.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, les dépenses d'investissement de croissance effectuées par le secteur Fabrication se sont chiffrées respectivement à 2,9 M\$ et à 6,2 M\$. Au cours du trimestre, les investissements de la société dans WesTower ont été affectés à l'acquisition du matériel requis pour soutenir la croissance de ses activités liées au réseau filaire. Pour l'essentiel, les autres investissements ont été affectés à la nouvelle usine de Quest aux États-Unis au cours du trimestre et du semestre.

INVESTISSEMENT DANS LE FONDS DE ROULEMENT

Au cours du premier semestre de 2019, la société a investi 40,6 M\$ dans le fonds de roulement de plusieurs entités. Le montant investi au cours de la période se rapporte principalement à l'investissement dans le portefeuille de pièces et d'aéronefs entiers destinés à la revente de Regional One et au fonds de roulement supplémentaire requis afin de soutenir les compagnies aériennes existantes et Provincial, pour qui le deuxième trimestre est une période plus occupée.

La société a continué d'investir dans les stocks de pièces et d'aéronefs destinés à la revente de Regional One, celle-ci ayant démontré sa capacité à dégager des rendements exceptionnels sur le capital investi. Pour 2019, cela comprend l'investissement dans trois fuselages CRJ700 qui seront désassemblés et qui ont donc été inscrits dans les stocks. L'investissement dans les stocks de Regional One au cours de l'exercice 2018 a alimenté l'augmentation de 18 % des ventes de pièces au premier semestre de 2019. De plus, Regional One a acquis des aéronefs entiers et des moteurs destinés à la revente, dont un appareil Q400, qui ont été inscrits dans les stocks.

Compte tenu du caractère saisonnier des activités liées au transport aérien, des investissements dans le fonds de roulement sont nécessaires au deuxième et au troisième trimestre de chaque exercice pour soutenir l'accroissement des produits des activités ordinaires des entités concernées. En parallèle avec l'augmentation des produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre, la société a investi dans le fonds de roulement au deuxième trimestre afin de soutenir les compagnies aériennes existantes et Provincial, pour qui les mois d'été sont plus occupés.

La société a commencé à investir dans le fonds de roulement pour soutenir les différents contrats qu'elle a obtenus en 2019, par exemple celui du ministère des Pêches et des Océans, attribué en mars 2019, et le contrat de transport général du gouvernement du Manitoba, attribué au deuxième trimestre de 2019. En outre, la société a commencé à investir dans le fonds de roulement pour soutenir l'expansion de Quest aux États-Unis, où la mise en service progressive de l'usine a débuté. La société prévoit continuer d'investir dans le fonds de roulement aux fins de ces initiatives d'ici à la fin de 2019 et en 2020.

Les détails de l'investissement dans le fonds de roulement sont présentés à la note 15 ainsi que dans le tableau des flux de trésorerie des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la société.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

4. DIVIDENDES ET RATIO DE DISTRIBUTION

L'un des grands objectifs de la société est de verser à ses actionnaires des dividendes stables et croissants. Elle l'atteint en mettant de l'avant avec constance sa stratégie de base, c'est-à-dire assurer la diversification de ses activités, procéder à des investissements prudents dans ses filiales et effectuer des acquisitions ciblées d'entreprises qui dégagent des flux de trésorerie stables et durables.

Dividendes

Mois	Dividendes de 2019			Dividendes de 2018		
	Date de clôture des registres	Par action	Montant	Date de clôture des registres	Par action	Montant
Janvier	31 janvier 2019	0,1825 \$	5 719 \$	31 janvier 2018	0,175 \$	5 484 \$
Février	28 février 2019	0,1825	5 724	28 février 2018	0,175	5 517
Mars	29 mars 2019	0,1825	5 744	29 mars 2018	0,1825	5 732
Avril	30 avril 2019	0,1825	5 877	30 avril 2018	0,1825	5 807
Mai	31 mai 2019	0,1825	5 882	31 mai 2018	0,1825	5 791
Juin	28 juin 2019	0,1825	5 887	29 juin 2018	0,1825	5 759
Total		1,095 \$	34 833 \$		1,08 \$	34 090 \$

Les dividendes déclarés pour le semestre clos le 30 juin 2019 ont augmenté par rapport à ceux de la période correspondante par suite de la hausse du taux de dividende mensuel. La société a augmenté son taux de dividende mensuel par action de 0,0075 \$ (augmentation de 4 %) au premier trimestre de 2018. Le 7 août 2019, la société a annoncé qu'elle augmentait son taux de dividende mensuel de 0,0075 \$ (augmentation de 4 %) pour le porter à 2,28 \$ par année. La hausse s'appliquera au dividende du mois d'août, qui sera versé aux actionnaires le 13 septembre 2019.

La société utilise un ratio de distribution fondé sur le résultat (le résultat net ajusté) ainsi qu'un ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie (les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien) pour évaluer sa capacité à verser des dividendes à ses actionnaires. Les deux méthodes employées pour calculer les ratios de distribution donnent une indication de la capacité de la société à tirer de ses activités d'exploitation des fonds suffisants pour verser des dividendes.

Le résultat net ajusté ne tient pas compte des coûts d'acquisition, de l'amortissement des immobilisations incorporelles ni des éléments inhabituels et non récurrents. L'amortissement des immobilisations incorporelles a trait à celles qui sont prises en compte dans la répartition du prix d'acquisition aux fins comptables lorsque la société réalise une acquisition. Aucune dépense d'investissement future n'est requise aux fins du maintien ou du remplacement de ces immobilisations incorporelles et c'est pourquoi l'amortissement n'est pas pris en compte au moment de déterminer la capacité de la société à verser des dividendes. Les coûts d'acquisition ne sont pas nécessaires au maintien des flux de trésorerie existants. C'est pourquoi ils ne sont pas pris en compte dans l'estimation du paiement de dividendes et ils comprennent les coûts d'acquisition et les coûts liés au démarrage des expansions majeures avant qu'elles ne génèrent des produits des activités ordinaires. Le résultat net ajusté englobe l'amortissement de toutes les dépenses d'investissement et n'est pas touché par la variabilité, d'une période à l'autre, des dépenses d'investissement de maintien. L'adoption d'IFRS 16 aura un effet négatif sur le ratio de distribution du résultat net ajusté à compter de 2019, de même que sur le caractère comparable des ratios antérieurs à 2019.

Les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien sont une mesure qui permet de s'assurer que le ratio de distribution ainsi calculé reflète le remplacement d'immobilisations corporelles qu'exige le maintien des sources de produits existantes de la société. Les sorties de trésorerie associées aux acquisitions et aux dépenses d'investissement qui engendreront une croissance ne sont pas prises en compte dans le calcul de ce ratio puisqu'elles généreront des rendements futurs supérieurs aux flux de trésorerie courants. L'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 n'ayant pas d'effet sur ce ratio de distribution, les résultats de 2019 sont directement comparables à ceux des périodes antérieures.

Lorsqu'elle cherche à établir si elle peut verser des dividendes et en accroître le montant, la société analyse ses ratios de distribution sur les douze derniers mois. Le recours à une période plus longue réduit l'incidence que la saisonnalité a sur l'analyse. Le premier trimestre d'un exercice est toujours la période qui pose le plus de défis à la société. Les routes d'hiver menant aux

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

collectivités du Nord réduisent la demande pour les services aériens qu'elle offre. Par conséquent, les résultats d'un trimestre peuvent être touchés par des variations saisonnières qui n'influent pas sur la capacité de la société à verser des dividendes sur une plus longue période.

En février 2019, la société a annoncé qu'elle avait l'intention d'abaisser, sur une période de trois ans, son ratio de distribution pour le ramener à 50 % en ce qui concerne les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien et à 60 % pour ce qui est du résultat net ajusté. Au moment de cette annonce, le ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien était de 60 % et le ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté, de 74 %. Comme en fait foi la majoration du dividende à compter d'août 2019, l'intention d'abaisser les ratios de distribution susmentionnés n'empêchera pas la société d'augmenter le dividende lorsque les résultats le justifient.

Ratio de distribution

Ratio de distribution de base par action de la société Périodes closes les 30 juin	2019		2018	
	Trois mois	Douze derniers mois	Trois mois	Douze derniers mois
Résultat net ajusté	66 %	74 %	68 %	77 %
Flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien	51 %	54 %	58 %	64 %

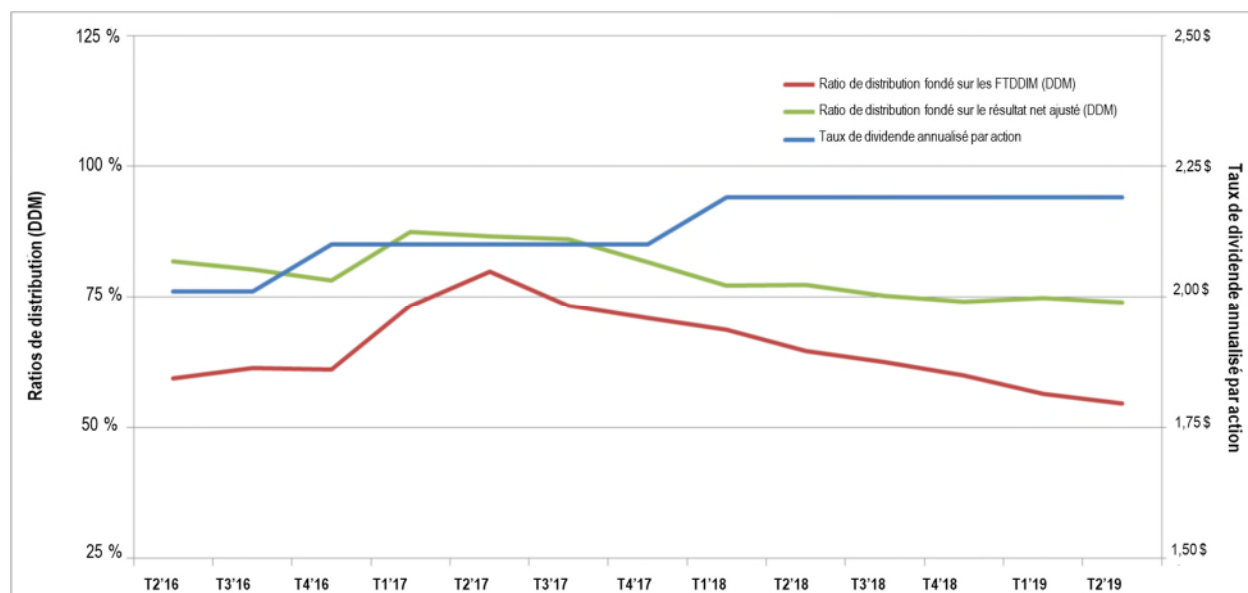
Au premier semestre de 2019, la société a dégagé des flux de trésorerie disponibles plus importants et enregistré une baisse des dépenses d'investissement de maintien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces facteurs ont contribué à une amélioration notable du ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien sur les douze derniers mois, qui est passé de 64 % au 30 juin 2018 à 54 % au 30 juin 2019. La progression du résultat net ajusté a entraîné une amélioration du ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté pour les douze derniers mois par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, qui est passé de 77 % à 74 % en dépit de l'incidence défavorable de l'adoption d'IFRS 16.

La nature même des dépenses d'investissement de maintien fait que ce ratio peut varier d'une période à l'autre, selon le calendrier des travaux de maintenance, tel qu'il est analysé à la rubrique 3, « Activités d'investissement ». Comme le ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté n'est pas touché par le calendrier des dépenses d'investissement de maintien, il constitue donc une mesure plus stable.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

L'axe gauche du graphique ci-après indique les ratios de distribution fondés sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien et sur le résultat net ajusté sur les douze derniers mois (« DDM »). L'axe droit montre le taux de dividende annualisé par action.



5. PERSPECTIVES

En 2019, EIC a posé des gestes significatifs pour consolider ses perspectives à long terme en renouvelant d'importants contrats à long terme. Fait notable, au premier trimestre, la société a décroché un contrat à long terme attribué par le gouvernement canadien pour poursuivre la prestation des services de surveillance aérienne visant les eaux intérieures, côtières et extracôtières du Canada. Le nouveau contrat de cinq ans, dont la portée a été étendue, entrera en vigueur en août 2020 et pourra être renouvelé pour une période maximale de cinq ans. Par ailleurs, EIC a annoncé récemment qu'elle avait remporté l'appel d'offres concernant le transport médical du gouvernement du Nunavut. La société est actuellement titulaire de ce contrat pour la région de Kivalliq. Les modalités du contrat de trois ans sont en voie d'être arrêtées, et celui-ci entrera en vigueur plus tard cette année et pourra être renouvelé pour une période maximale de trois ans. De plus, en ce qui concerne le contrat d'évacuation médicale pour la région de Baffin, nous avons mis en service deux jets Citation Ultra modernisés cette année et ouvert une nouvelle base à Igloolik, au Nunavut, ce qui nous a permis d'accroître la couverture et l'étendue de nos services dans cette région.

En plus de ces trois contrats, EIC a aussi obtenu des contrats visant de nouveaux services. Au premier trimestre, EIC a remporté un appel d'offres du gouvernement du Manitoba visant la prestation de services de transport généraux. Ce contrat porte sur la prestation de services de transport aérien pour le système judiciaire dans le nord du Manitoba pour les cinq prochaines années. Ces services, qui étaient auparavant fournis de gré à gré par d'autres transporteurs privés, permettront à EIC d'offrir des services supérieurs et plus efficaces au gouvernement du Manitoba, notamment en rehaussant la qualité, la sûreté et la fiabilité du transport aérien. EIC procède actuellement à l'acquisition et à la mise à niveau de six appareils King Air 200 en vue de la prestation de ce service, lesquels seront mis en service d'ici à la fin de l'été. Après le premier trimestre, EIC a aussi décroché deux contrats pluriannuels d'entretien, de réparation et de révision. Un contrat vise la prestation de services d'entretien lourd pour la flotte de CT-142 Dash-8 de l'Aviation royale canadienne et l'autre, l'entretien du matériel de détection pour un gouvernement étranger. EIC est en bonne position pour remplir ses engagements aux termes de ces contrats compte tenu de son savoir-faire en matière d'entretien d'aéronefs et de surveillance.

La majorité de ces contrats viendront consolider nos activités actuelles ou entreront en vigueur après 2019; cependant, nous nous attendons à constater l'incidence favorable du contrat de services de transport généraux du gouvernement du Manitoba lorsque sa mise en œuvre sera complète d'ici la fin de l'été.

EIC se réjouit aussi de plusieurs autres occasions qui lui permettront d'améliorer sa performance au deuxième semestre de 2019 par rapport à un an plus tôt. Tout d'abord, la coentreprise avec SkyWest a conclu une entente visant le déploiement de ses 14 moteurs d'ici la fin de l'exercice aux termes de contrats de location de 10 ans, et ce, au moyen de l'utilisation de neuf fuselages fournis par Regional One. Ensuite, notre aéronef Force Multiplier a commencé à générer des produits des activités ordinaires au troisième trimestre et a déjà été requis pour des missions additionnelles jusqu'à la fin de l'exercice. Même si son déploiement initial a été plus lent que prévu au départ, cet aéronef de surveillance de démonstration fait maintenant l'objet d'une forte demande. Troisièmement, nous avons acquis d'autres mandats d'exploitation d'aéronefs à voilure tournante pour des services médicaux d'urgence dans le cadre de la transaction avec Wings over Kississing en décembre 2018, lesquels ont contribué à l'augmentation des produits des activités ordinaires et continueront de le faire. Dernièrement, et fait particulièrement notable, la nouvelle usine de Quest au Texas est entrée en production. Nous adoptons une approche méthodique qui comporte la formation rigoureuse des nouveaux employés et la mise à l'essai de tous les produits. En conséquence, la nouvelle usine a eu un effet négatif sur le résultat net du premier semestre de 2019. Or, la situation s'améliorera au deuxième semestre alors que la cadence de production augmentera jusqu'en 2020. Cette usine nous permettra non seulement de doubler notre capacité à long terme, mais elle nous aidera aussi à gérer le carnet de commandes qui atteint actuellement 375 M\$. La nouvelle usine nous permettra de réduire le nombre de commandes en attente et d'offrir un meilleur service à nos clients, ainsi que d'étendre nos activités à de nouveaux clients et de nouvelles régions.

EIC a investi dans l'avenir et elle continuera de le faire. EIC a aussi investi dans ses ressources humaines et, dans la foulée, annoncé le programme Life in Flight au deuxième trimestre. Ce programme aborde les défis qu'a toujours posé la formation des pilotes en déployant des stratégies qui comportent des possibilités diversifiées de recrutement, des normes de formation élevées, l'accès au financement, le mentorat, une prime à l'achèvement de la formation et, surtout, une carrière enrichissante au sein de la famille des compagnies aériennes d'EIC. La première réaction a été très positive et EIC est encouragée par l'intérêt qu'ont montré des groupes sous-représentés dans les professions de l'aviation. La première cohorte d'EIC devrait commencer le programme d'ici la fin de l'année.

Nous évaluons continuellement les possibilités d'investissements à l'interne et par voie d'acquisitions. Par exemple, dans le cadre du programme Life in Flight et en raison de la demande de notre savoir-faire en matière de formation des pilotes, nous étudions la possibilité d'investir dans une troisième base de formation au pilotage. En plus d'agrandir la plus grande école de pilotage au Canada, cette base apportera dans la province choisie des investissements importants, un savoir-faire, des emplois et des étudiants dans le secteur de l'aérospatiale. En ce qui concerne les acquisitions, les projets sont nombreux et nous avons relevé de nouvelles occasions d'acquisitions, tant autonomes que complémentaires. Nous avons annulé deux d'entre elles plus tôt en 2019 pendant notre période exclusive de contrôle préalable, mais nous sommes convaincus que d'autres seront menées à bien plus tard cette année.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de maintien sont nécessaires pour préserver le potentiel de bénéfices de nos filiales. EIC s'attend à ce que ses dépenses d'investissement de maintien augmentent au même rythme que la croissance générale de ses activités en 2019. Pour le premier semestre de 2019, les dépenses d'investissement de maintien ont été moins élevées que prévu puisque certains travaux d'entretien de plusieurs moteurs ne sont requis que plus tard au cours de l'exercice, ce qui entraînera des dépenses d'investissement de maintien plus élevées pour le reste de 2019.

L'énoncé des perspectives de 2018 indiquait que nous nous attendons à ce que les dépenses d'investissement de croissance pour 2019 demeurent au même niveau qu'en 2018, notamment en ce qui concerne les investissements de croissance requis pour la transaction avec SkyWest, mais non les multiples appels d'offres pour lesquels les contrats seront attribués en 2019. Comme l'offre d'EIC a été retenue pour le contrat de surveillance aérienne du gouvernement du Canada et le contrat de services de transport généraux du gouvernement du Manitoba, les dépenses d'investissement de croissance requises seront plus élevées.

6. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Le fonds de roulement de la société, ses flux de trésorerie disponibles et ses sources de financement restent solides et, compte tenu du remboursement des débentures convertibles de 2014 le 26 avril 2019, la société n'a aucune dette à long terme venant à échéance avant décembre 2022. Conjuguée aux récentes modifications qu'elle a apportées à sa facilité de crédit et à ses débentures convertibles, la vigueur de son bilan lui procure un meilleur accès au capital dont elle a besoin pour réaliser d'autres acquisitions et investir dans ses filiales en exploitation.

Au 30 juin 2019, la trésorerie de la société s'établissait à 33,3 M\$ (43,0 M\$ au 31 décembre 2018) et son fonds de roulement net, à 319,6 M\$ (301,1 M\$ au 31 décembre 2018), ce qui représente un ratio de liquidité générale de 2,25 pour 1 (2,26 pour 1 au 31 décembre 2018). L'augmentation du fonds de roulement en 2019 est attribuable aux investissements décrits à la rubrique 3, « Activités d'investissement », et à l'incidence des mois d'été qui sont une période plus occupée pour les compagnies aériennes de la société. L'adoption d'IFRS 16 s'est répercutée sur le fonds de roulement étant donné qu'une partie des obligations locatives est présentée à titre de passif courant. De plus, le passif au titre de l'indexation sur le résultat de Quest a été réglé au deuxième trimestre, ce qui a fait augmenter le fonds de roulement puisque le montant à payer au vendeur a été comptabilisé dans les dettes d'exploitation et charges à payer au 31 décembre 2018.

La société entend maintenir ses ratios de levier financier à des niveaux constants au fil du temps. À certains moments, son niveau d'endettement augmente temporairement en raison d'une importante acquisition qui n'a pas encore généré de BAIIA. La fourchette cible de son ratio de levier financier, selon les créances prioritaires par rapport au BAIIA, va de 1,5 à 2,5. La clause restrictive d'endettement que lui ont imposée ses prêteurs autorise un ratio de levier financier d'au plus 3,25. Au 30 juin 2019, le ratio de levier financier de la société calculé selon les modalités de sa facilité de crédit, ajusté en fonction de l'incidence du calendrier des acquisitions et tenant compte des lettres de crédit en cours à la date de clôture, s'établissait à 2,36 (2,46 au 31 décembre 2018).

Aperçu de la structure du capital

Le tableau suivant présente un sommaire de la structure du capital de la société.

	30 juin 2019	31 décembre 2018
Total des créances prioritaires en cours (montant en capital)	730 247 \$	727 169 \$
Débentures convertibles en cours (valeur nominale)	335 725	277 335
Actions ordinaires	618 583	588 498
Total du capital	1 684 555 \$	1 593 002 \$

Facilité de crédit

Le 1^{er} février 2019, la société a modifié sa facilité de crédit. Ce faisant, elle a réduit le taux d'intérêt imputé aux montants utilisés et inutilisés et prorogé l'échéance de la facilité jusqu'au 7 mai 2023.

Au 30 juin 2019, la facilité de crédit de la société se chiffrait à environ 1 G\$, une tranche de 945 M\$ ayant été attribuée à son siège social canadien et une autre de 55 M\$ US, à EIIIF Management USA Inc. Cette facilité permet de contracter des emprunts libellés en dollars canadiens ou en dollars américains. Au 30 juin 2019, la société y avait prélevé 205,0 M\$ et 401,4 M\$ US (229,1 M\$ et 365,1 M\$ US au 31 décembre 2018). Au cours du trimestre, la société a prélevé des montants sur cette facilité afin de financer l'investissement dans les stocks et les immobilisations corporelles de Regional One en lien avec sa coentreprise avec SkyWest, les dépenses d'investissement de croissance associées aux contrats qu'ont obtenus récemment les compagnies aériennes existantes et Provincial ainsi que le versement du montant intégral à payer au vendeur de Quest au titre de l'indexation sur le résultat de Quest. Ces prélèvements ont été contrebalancés par le remboursement sur la facilité de crédit effectué au moyen du produit net tiré du placement de débentures convertibles de mars 2019.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

Au cours de la période, la société a utilisé des dérivés dans le cadre de plusieurs swaps de devises variable-variable (« swaps ») avec un membre de son syndicat de prêteurs. En vertu des swaps, les sommes doivent être échangées de nouveau un mois plus tard selon les mêmes modalités, sauf si les deux parties acceptent de prolonger un swap pour une période supplémentaire d'un mois. En contractant des swaps, la société peut tirer parti des taux d'intérêt plus faibles. Les swaps atténuent le risque de fluctuation de la valeur des emprunts en dollars américains de la société, car ils seront échangés contre un montant équivalent en dollars canadiens un mois plus tard. Au 30 juin 2019, une tranche de 189,5 M\$ US (186,0 M\$ US au 31 décembre 2018) des emprunts de la société libellés en dollars américains était couverte par ces swaps.

Au deuxième trimestre, la société a conclu un swap de taux d'intérêt avec certains membres de son syndicat de prêteurs aux termes duquel elle a fixé les taux d'intérêt sur une tranche de 190,0 M\$ de la dette liée à la facilité de crédit canadienne pour quatre ans.

Débtures convertibles

Les tableaux suivants présentent un sommaire des débtures convertibles en cours au 30 juin 2019 et de l'évolution de ces débtures en cours pour le semestre clos à cette date.

Série – Année d'émission	Symbole boursier	Échéance	Taux d'intérêt	Prix de conversion
Débtures non garanties – 2014 ¹⁾	EIF.DB.G	31 mars 2021	6,0 %	31,70 \$
Débtures non garanties – 2016	EIF.DB.H	30 juin 2023	5,25 %	44,75 \$
Débtures non garanties – 2017	EIF.DB.I	31 décembre 2022	5,25 %	51,50 \$
Débtures non garanties – 2018	EIF.DB.J	30 juin 2025	5,35 %	49,00 \$
Débtures non garanties – 2019	EIF.DB.K	31 mars 2026	5,75 %	49,00 \$

Valeur nominale	Solde à l'ouverture de la période	Émises	Converties	Remboursées/Échues	Solde à la clôture de la période
Débtures non garanties – mars 2014 ¹⁾	27 860 \$	- \$	(24 730) \$	(3 130) \$	- \$
Débtures non garanties – juin 2016	68 975	-	-	-	68 975
Débtures non garanties – décembre 2017	100 000	-	-	-	100 000
Débtures non garanties – juin 2018	80 500	-	-	-	80 500
Débtures non garanties – mars 2019	-	86 250	-	-	86 250
Total	277 335 \$	86 250 \$	(24 730) \$	(3 130) \$	335 725 \$

Note 1) Le 26 avril 2019, la société a remboursé ses débtures convertibles à 6,0 % d'une durée de 7 ans échéant le 31 mars 2021.

Le 26 mars 2019, la société a mené à terme un placement par prise ferme visant des débtures convertibles. À la clôture de ce placement, la société a émis des débtures d'un montant en capital de 86,25 M\$, compte tenu de l'exercice intégral de l'option de surallocation de 11,25 M\$ accordée aux preneurs fermes. Les débtures portent intérêt à un taux de 5,75 % par année, les intérêts étant payables chaque semestre. Elles peuvent être converties au gré du porteur en actions ordinaires de la société à un prix de conversion de 49,00 \$ par action. La date d'échéance des débtures est le 31 mars 2026. La majeure partie du produit de ce placement a été affectée au remboursement de la facilité de crédit.

Le 26 avril 2019, la société a exercé son droit de rembourser par anticipation ses débtures convertibles à 6,00 % d'une durée de 7 ans dont la date d'échéance était le 31 mars 2021. La société a financé le remboursement de ces débtures à même les fonds en caisse provenant de son placement, en mars 2019, de débtures convertibles portant intérêt au taux de 5,75 %. Avant la date de remboursement, des débtures d'un montant en capital de 24,7 M\$ ont été converties en 780 112 actions ordinaires au prix de 31,70 \$ par action. Le 26 avril 2019, la société a remboursé le solde résiduel des débtures en cours, d'un montant en capital de 3,1 M\$.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

Capital-actions

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution des actions en circulation de la société pour le semestre clos le 30 juin 2019.

	Date d'émission (de rachat)	Nombre d'actions
Actions en circulation à l'ouverture de la période		31 316 006
Émission d'actions à la conversion de débentures convertibles	diverses dates	780 112
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes	diverses dates	119 509
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat des employés	diverses dates	17 583
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées	diverses dates	18 220
Émission d'actions aux termes de partenariats communautaires avec les Premières Nations	1 ^{er} avril 2019	3 500
Actions en circulation à la clôture de la période		32 254 930

Au cours du premier semestre de 2019, la société a émis 119 509 actions aux termes de son programme de réinvestissement des dividendes et, en vertu de celui-ci, elle a reçu 3,8 M\$ pour ces actions.

Ah!

Au cours du premier semestre de 2019, des débentures d'une valeur nominale de 24,7 M\$ ont été converties en 780 112 actions de la société. Le 26 mars 2019, la société a délivré un avis de remboursement de ses débentures convertibles de mars 2014, et les autres débentures en cours ont été remboursées le 26 avril 2019.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 a augmenté de 1 % et de 1 %, respectivement. Cette augmentation est attribuable aux débentures converties en actions au premier semestre de 2019 et aux actions émises dans le cadre de l'acquisition du Moncton Flight College et du placement dans Wasaya, en partie contrebalancées par les actions rachetées et annulées en 2018 aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la société.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 8 février 2019, la société a obtenu de la TSX l'autorisation de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue du rachat d'au plus 1 567 004 actions, soit 5 % de ses actions émises et en circulation au 31 janvier 2019. Aux termes de l'offre renouvelée, la société peut racheter des actions par l'intermédiaire de la TSX entre le 22 février 2019 et le 21 février 2020. Les rachats quotidiens de la société sont limités à 21 522 actions, sous réserve des dispenses d'application relatives aux achats en bloc.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, la société n'a racheté aucune action aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités. En conséquence, la totalité des 1 567 004 actions peuvent toujours être rachetées.

La société a demandé le renouvellement de cette offre puisqu'elle est d'avis qu'il arrive que le cours de ses actions ne reflète pas pleinement leur valeur. La société estime que, dans de telles circonstances, le rachat d'actions représente une affectation relative de son capital.

7. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La nature des transactions avec des parties liées que la société a conclues au cours du semestre clos le 30 juin 2019 est semblable à celle des transactions décrites dans son rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

8. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRUCIAUX

Pour préparer les états financiers, la direction doit porter des jugements aux fins de l'application de ses méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses quant à l'avenir. Les estimations et les autres jugements sont continuellement évalués et reposent sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont considérées comme raisonnables dans les circonstances. Exception faite de ce qui est indiqué ci-dessous, les estimations et jugements comptables cruciaux auxquels la société a eu recours sont demeurés les mêmes que ceux décrits dans son rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le passif de la société pour la contrepartie éventuelle associée à la portion indexation sur le résultat de ses acquisitions est réévalué à la clôture de chaque période postérieure à une acquisition. La valeur comptable du passif est fondée sur une estimation du montant du paiement éventuel et de la probabilité que l'indexation sur le résultat soit versée. Pour le premier semestre de 2019, le passif estimé pour la contrepartie supplémentaire liée à l'acquisition de CarteNav a été réduit de manière à refléter le niveau prévu de bénéfice durant la période résiduelle d'indexation sur le résultat, ce qui a donné lieu à un recouvrement de 2,2 M\$ qui a été inscrit au poste « Autres » de l'état du résultat net.

L'application d'IFRS 16 – *Contrats de location* nécessite la formulation d'hypothèses et d'estimations pour déterminer la valeur des actifs et des obligations locatives au titre de droits d'utilisation, lesquelles concernent surtout les taux d'emprunt marginaux. L'exercice du jugement est aussi requis pour établir s'il existe ou non une certitude raisonnable que les options de renouvellement seront exercées.

9. MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables que la société a retenues pour établir les résultats qui figurent dans ses états financiers consolidés résumés intermédiaires du semestre clos le 30 juin 2019 et qui sont présentés et analysés dans le présent rapport sont décrites de façon détaillée à la note 3 des états financiers consolidés annuels de la société pour 2018 ainsi qu'à la note 3 de ses états financiers consolidés résumés intermédiaires du semestre clos le 30 juin 2019.

Exception faite de celles décrites ci-dessous, les principales méthodes comptables et méthodes de calcul utilisées pour établir les états financiers consolidés résumés intermédiaires sont les mêmes que celles énumérées dans la note 3, « Principales méthodes comptables », des états financiers consolidés annuels de la société pour 2018.

Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location

La société a adopté IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019. Du fait de l'adoption de cette nouvelle norme, bon nombre des contrats de location de la société qui étaient auparavant comptabilisés comme des contrats de location simple ont donné lieu à la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative au titre du droit d'utilisation à l'état de la situation financière. La société a adopté la nouvelle norme suivant la méthode rétrospective modifiée. Aux termes de cette méthode, les obligations locatives au titre de droits d'utilisation ont été évaluées au moyen de l'actualisation des paiements de location résiduels au taux d'emprunt marginal. La société a choisi, au cas par cas, d'évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation soit à la valeur comptable de l'obligation locative à la date de transition, soit à sa valeur comptable comme si la norme avait été appliquée depuis l'entrée en vigueur du contrat de location, actualisée au taux d'emprunt marginal du preneur à la date de la première application. Par la suite, les obligations locatives seront diminuées des paiements de location versés, et la charge d'intérêts sera imputée aux obligations en vigueur. De plus, les actifs au titre des droits d'utilisation seront amortis sur la durée du contrat de location. Les paiements de location cesseront d'être pris en compte dans les charges d'exploitation aux états consolidés du résultat net. Dorénavant, la charge d'intérêts liée aux obligations et l'amortissement lié aux actifs au titre des droits d'utilisation sont plutôt pris en compte dans les charges autres que d'exploitation. L'incidence de l'application de cette norme est résumée à la note 3, « Principales méthodes comptables », des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la société.

Adoption d'IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux

IFRIC 23 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. IFRIC 23 établit un cadre d'examen, de comptabilisation et d'évaluation de l'incidence comptable des incertitudes fiscales et énonce des directives propres à plusieurs éléments dont ne traitait pas IAS 12 *Impôts sur le résultat*. La société a adopté l'interprétation d'IFRIC 23 et conclu qu'elle n'avait pas d'incidence sur les résultats présentés antérieurement.

10. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de mettre en place et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont dressés conformément aux IFRS, comme le précise le règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Conformément au concept d'assurance raisonnable, la société reconnaît que les systèmes de contrôles internes, si bien conçus soient-ils, comportent des limites intrinsèques. En conséquence, les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs de ces contrôles sont atteints.

La direction de la société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière. La direction a évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société conformément à un cadre approprié, soit le document *Internal Control – Integrated Framework* publié en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations (le « COSO ») de la Treadway Commission.

La direction a évalué la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société au 30 juin 2019 et a conclu qu'elle était efficace. Aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes de la société au cours de la période considérée de 2019 qui a eu ou qui aurait vraisemblablement une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction a mis en place et maintient des contrôles et procédures de communication de l'information de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la société est communiquée à la direction en temps opportun et que l'information que la société est tenue de fournir est communiquée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières applicables. La direction a conclu que la conception des contrôles et procédures de communication de l'information était efficace au 30 juin 2019.

11. FACTEURS DE RISQUE

La société et ses filiales sont assujetties à plusieurs risques commerciaux. Ces risques ont trait à la structure de la société et aux activités de ses filiales. Les principaux risques et incertitudes de la société n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans son rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET GLOSSAIRE

Le BAIIA, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles et les dépenses d'investissement de maintien et de croissance ne sont pas des mesures reconnues aux termes des IFRS et c'est pourquoi ils sont définis ci-après.

Le BAIIA correspond au résultat avant les intérêts, l'impôt, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie tels que les profits ou pertes comptabilisés sur la juste valeur des contreparties éventuelles, la dépréciation d'actifs et les coûts de restructuration ainsi que tout élément hors exploitation inhabituel et non récurrent tel que les coûts d'acquisition. Cette mesure est utilisée par la direction pour évaluer les résultats consolidés de la société et les résultats de ses secteurs opérationnels. Le BAIIA est une mesure de performance utilisée par de nombreux investisseurs pour analyser les flux de trésorerie d'exploitation distribuables avant déduction des montants affectés au service de la dette, aux dépenses d'investissement et à l'impôt.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net ajusté de façon à tenir compte des coûts d'acquisition, de l'amortissement des immobilisations incorporelles achetées dans le cadre d'une acquisition, de la comptabilisation des intérêts sur la contrepartie d'acquisition éventuelle et des éléments non récurrents. Le résultat net ajusté est une mesure de performance, tout comme le sont les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien, que la société utilise pour évaluer les flux de trésorerie disponibles à des fins de distribution à ses actionnaires.

Les flux de trésorerie disponibles de l'exercice correspondent aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tels qu'ils sont définis par les IFRS, ajustés pour tenir compte des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, des coûts d'acquisition, des remboursements de capital sur les obligations au titre de droits d'utilisation et de tout élément hors exploitation inhabituel et non récurrent. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure de performance utilisée par la direction et les investisseurs pour analyser les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant la prise en compte de l'incidence saisonnière des variations des éléments du fonds de roulement ou d'autres éléments inhabituels.

Les dépenses d'investissement de maintien et de croissance : Les dépenses d'investissement de maintien correspondent aux dépenses d'investissement engagées par la société pour maintenir son exploitation à son niveau actuel et à l'amortissement comptabilisé relativement aux actifs de son portefeuille de location. Les autres dépenses d'investissement sont classées comme dépenses d'investissement de croissance puisqu'elles généreront de nouveaux flux de trésorerie et ne sont pas prises en compte par la direction dans la détermination des flux de trésorerie nécessaires au maintien des activités actuelles de la société.

Les dépenses d'investissement de maintien de la société comprennent les révisions des moteurs d'aéronefs et les contrôles structurels des fuselages. Elles sont comptabilisées au moment où ces travaux sont effectués et peuvent être importantes. Chaque type d'aéronef a, selon les normes des fabricants, ses propres exigences quant à ses composantes majeures, et le moment où sa maintenance a lieu peut dépendre de la mesure dans laquelle il est utilisé. Par conséquent, le montant et le moment de ces dépenses d'investissement de maintien peuvent varier considérablement d'une période à l'autre, à l'intérieur d'un même exercice ou en comparaison avec l'exercice précédent.

Les achats, par Regional One, d'aéronefs en exploitation aux fins de son portefeuille de location constituent des dépenses d'investissement et le processus utilisé pour classer ces dépenses dans celles de maintien ou de croissance dépend de l'amortissement de ce portefeuille. Les aéronefs qui sont loués à des tiers s'usent au fil du temps et c'est pourquoi des réinvestissements sont nécessaires afin de maintenir leur capacité à générer, dans l'avenir, des flux de trésorerie d'un niveau comparable au niveau actuel. L'amortissement représente la diminution de la durée d'utilité résiduelle de ces appareils. Un montant correspondant à l'amortissement constaté par Regional One est inclus dans les dépenses d'investissement de maintien consolidées de la société. Seules les dépenses d'investissement nettes qui sont supérieures à l'amortissement sont classées dans les dépenses d'investissement de croissance. Si Regional One n'a effectué aucun achat d'immobilisation corporelle durant la période, les dépenses d'investissement de maintien demeurent quand même égales à l'amortissement constaté sur ses actifs loués, et les dépenses d'investissement de croissance sont négatives, ce qui représente la diminution du résultat et des flux de trésorerie pouvant être réalisés dans l'avenir. Le total des dépenses d'investissement de maintien et de croissance équivaut toujours aux sommes réellement engagées sur les immobilisations corporelles au cours de la période. Cela garantit que le ratio de distribution reflète les remplacements requis des actifs loués de Regional One.

Les achats de stocks ne sont pris en compte ni dans les dépenses d'investissement de croissance ni dans celles de maintien. Les aéronefs achetés en vue de leur désassemblage ou de leur revente sont constatés dans les stocks et non dans les dépenses d'investissement. S'il est décidé de retirer un aéronef du portefeuille de location et de le vendre ou de le démanteler, sa valeur comptable nette est virée des immobilisations corporelles aux stocks. Dans le cas de Regional One, les immobilisations corporelles figurant à l'état de la situation financière comprennent les aéronefs en exploitation et les moteurs loués ou pouvant être offerts en location. Les pièces individuelles sont prises en compte dans les stocks et les immobilisations corporelles dont le désassemblage est désormais prévu sont virées aux stocks à la date de clôture.

L'investisseur ne doit pas considérer le BAIIA, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles, les dépenses d'investissement de maintien et les dépenses d'investissement de croissance comme des mesures pouvant remplacer les mesures reconnues par les IFRS telles que le résultat net ou les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. La méthode utilisée par la société pour calculer le BAIIA, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles, les dépenses d'investissement de maintien et les dépenses d'investissement de croissance peut ne pas être la même que celle utilisée par d'autres entités et, par conséquent, ne saurait y être comparable.

Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019

13. INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

Le tableau qui suit présente un sommaire des résultats trimestriels de la société.

	2019 ¹⁾		2018				2017		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits des activités ordinaires	325 907 \$	297 016 \$	315 737 \$	308 179 \$	313 449 \$	266 027 \$	263 910 \$	253 367 \$	273 145 \$
BAIIA	87 237	63 826	69 507	79 174	75 071	54 013	63 315	71 964	70 071
Résultat net	21 875	7 488	18 446	24 162	19 547	8 614	16 920	23 902	25 779
De base	0,68	0,24	0,59	0,77	0,62	0,27	0,55	0,78	0,83
Après dilution	0,65	0,23	0,57	0,72	0,60	0,27	0,53	0,72	0,77
Résultat net ajusté	26 573	12 724	24 670	29 550	25 208	12 932	22 260	25 716	23 943
De base	0,83	0,41	0,79	0,94	0,80	0,41	0,72	0,84	0,77
Après dilution	0,78	0,40	0,75	0,86	0,76	0,40	0,68	0,77	0,72
Flux de trésorerie disponibles	65 729	44 246	59 763	64 219	58 785	40 596	49 745	55 849	51 731
De base	2,05	1,41	1,91	2,04	1,86	1,29	1,61	1,81	1,66
Après dilution	1,75	1,25	1,66	1,76	1,66	1,15	1,45	1,58	1,46
Flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien	34 533	17 722	33 743	41 103	29 679	9 842	27 748	35 976	21 842
De base	1,08	0,57	1,08	1,31	0,94	0,31	0,90	1,17	0,70
Après dilution	0,97	0,55	0,98	1,16	0,90	0,31	0,86	1,05	0,66
Dépenses d'investissement de maintien	31 196	26 524	26 020	23 116	29 106	30 754	21 997	19 873	29 889
Dépenses d'investissement de croissance	16 392	41 082	31 578	15 086	301	2 040	15 768	20 771	33 048

Note 1) Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté IFRS 16 suivant la méthode rétrospective modifiée. Les montants antérieurs à 2019 ne sont pas directement comparables avec les résultats postérieurs à l'adoption d'IFRS 16.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

D'autres informations concernant la société sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.